

Bruxelles, le 9 juillet 2026
(OR. en)

11631/26

LIMITE

COPS 426	EUMC 288
ANTICI 189	INDEF 140
POLMIL 297	HYBRID 90
COEST 550	ESPACE 122
COASI 142	CLIMA 389
CONUN 125	ENV 920
MAMA 185	CT 89
MOG 161	COTER 105
COTRA 61	CIVCOM 183
ELARG 151	RELEX 974
COWEB 100	JAI 959
COAFR 224	COMPET 933
COLAC 100	CFSP/PESC 1112
CONOP 45	CSDP/PSDC 481

NOTE

Origine:	Comité des représentants permanents (2 ^e partie)
Destinataire:	Conseil
Objet:	Compréhension commune – Les menaces et les défis auxquels nous sommes confrontés: évaluation de l'environnement stratégique de l'UE

Compréhension commune - Les menaces et les défis auxquels nous sommes confrontés: évaluation de l'environnement stratégique de l'UE

Le monde auquel nous sommes confrontés

L'Union européenne est aux prises avec un environnement géostratégique incertain, alimenté par des menaces persistantes et simultanées sur de multiples fronts. Il convient d'avoir une compréhension commune de ces menaces, fondée sur une approche à 360 degrés, afin de s'assurer que l'UE soit outillée et prête à s'adapter pour protéger efficacement ses citoyens, faire valoir ses intérêts, renforcer son autonomie stratégique et réduire les dépendances, ainsi que pour défendre les valeurs sur lesquelles elle a été fondée – le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit et le respect des droits de l'homme.

Notre environnement stratégique connaît une profonde transformation structurelle à travers laquelle diverses puissances révisionnistes et des acteurs de plus en plus déterminés remettent en cause de manière frontale la sécurité, la stabilité et la prospérité européennes. Avec son agression non provoquée d'un voisin pacifique – l'Ukraine –, la Russie a fait voler en éclats l'architecture de sécurité qui prévalait en Europe depuis la fin de la guerre froide. Il s'agit de la menace la plus immédiate et la plus directe pour la sécurité européenne, la Chine jouant un rôle déterminant dans l'agression de la Russie contre l'Ukraine et dans sa collaboration avec des acteurs tels que la Biélorussie, l'Iran et la République populaire démocratique de Corée (RPDC). L'issue de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine aura de profondes répercussions sur l'architecture de sécurité européenne. L'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues constituent la pierre angulaire d'une paix juste et durable. Une Ukraine indépendante, sûre, prospère et stable constitue une priorité stratégique pour la sécurité européenne.

L'ordre international fondé sur des règles et le système multilatéral, s'articulant autour du droit international, de la charte des Nations unies et de ses principes, y compris le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, ainsi que la défense des droits de l'homme universels, restent essentiels pour l'Europe et pour la communauté internationale dans son ensemble. Toutefois, ce cadre fait l'objet de pressions croissantes. Un basculement marqué s'opère, depuis une logique fondée sur des règles vers une dynamique de rapports de puissance, parallèlement à un désengagement croissant de la coopération internationale en matière de nouvelles technologies, de changement climatique et de commerce. L'augmentation des menaces maritimes, des cybermenaces et des menaces hybrides amplifie les défis pour la sécurité européenne.

Au cœur de ces bouleversements figure la **détermination de certaines puissances**, Russie et Chine en tête, **à établir une domination régionale et à remodeler l'ordre mondial** en fonction de leurs intérêts, en favorisant un retour à une logique de sphères d'influence. Les efforts déployés en ce sens sont nourris et systémiques et reposent sur des investissements à long terme dans les capacités militaires, des aspirations de supériorité technologique et l'utilisation du levier économique. Ces acteurs tirent parti d'interdépendances profondes et souvent asymétriques pour contraindre ceux qu'ils considèrent comme leurs adversaires. L'intégration de l'IA et de systèmes automatisés dans les processus décisionnels militaire, économique et politique accroît la rapidité, l'ampleur et l'efficacité de ces menaces, tandis que le recours croissant aux activités hybrides vise à exploiter nos vulnérabilités, tout en brouillant la distinction entre la paix et la guerre.

Dans le même temps, les **États-Unis**, notre partenaire stratégique le plus important, **recalibrent leurs priorités** et leur positionnement à tous les niveaux. Ils revoient en particulier leur contribution de longue date à la défense de l'Europe, et attendent des Européens qu'ils prennent davantage en main leur propre sécurité. Pour l'UE, ce changement de cap a des conséquences majeures compte tenu de l'importance centrale que revêt le lien transatlantique pour notre sécurité, notre stabilité et notre prospérité depuis des décennies. **La relation transatlantique et la coopération entre l'UE et l'OTAN demeurent fondamentales pour notre sécurité globale.**

Dans notre voisinage proche, l'UE est confrontée à un autre théâtre de conflit actif au **Moyen-Orient**, qui a engendré des conséquences immédiates et profondes dans les domaines de la sécurité, de l'économie et de l'aide humanitaire. En particulier, la guerre qui a récemment éclaté dans le Golfe et les tensions persistantes dans la région, y compris en ce qui concerne Israël et la Palestine, ainsi que le Liban, sont venues nous rappeler brutalement la menace multidimensionnelle que l'escalade régionale fait peser sur la sécurité, la résilience économique et les intérêts stratégiques plus larges de l'UE. L'instabilité au Moyen-Orient est liée à la coopération étroite et néfaste de la Russie avec l'Iran.

Cet environnement géopolitique en mutation nécessite une action forte et des partenariats plus approfondis pour défendre nos intérêts et faire progresser les priorités stratégiques de l'UE, à savoir améliorer la préparation en matière de défense et favoriser la stabilité mondiale, notamment dans son voisinage, assurer sa prospérité et sa résilience, et protéger ses valeurs fondatrices et son modèle politique démocratique. Ce faisant, l'UE a la possibilité de façonner le futur ordre international fondé sur des règles et de constituer un point d'ancrage pour les partenaires mondiaux qui partagent notre attachement aux normes et principes universels, au droit international et au multilatéralisme.

L'UE dispose d'un poids politique et économique important ainsi que d'instruments de défense solides pour y parvenir. Toutefois, nous devons aller plus loin et **transformer nos atouts actuels en levier de puissance**.

Notre environnement stratégique: intensification de la concurrence stratégique, des contestations et de la fragmentation

La **Russie** constitue la menace la plus immédiate, la plus grave, la plus directe pour la sécurité du continent européen, et celle qui pèsera le plus sur l'avenir. Elle cherche à saper l'ordre de sécurité européen et mondial et à faire progresser un modèle de gouvernance reposant sur des sphères d'influence, grâce auquel elle entend réaffirmer sa prédominance sur ses pays voisins. Bien qu'elle ait échoué à atteindre ses objectifs militaires et stratégiques, la Russie continue d'agir au mépris des efforts diplomatiques déployés pour mettre un terme à sa guerre d'agression et parvenir à une paix juste et durable sur le continent, tout en s'efforçant de reconstituer ses forces et ses capacités militaires et de redorer son image de puissance mondiale sur la scène internationale. Le renforcement de la présence militaire de la Russie aux frontières européennes, la militarisation croissante de sa société et son passage à une économie de guerre, qui s'accompagnent d'ambitions concrètes dans des domaines industriels et technologiques stratégiques clés tels que l'espace et le nucléaire, constituent une menace à long terme pour la sécurité européenne.

Par ailleurs, la Russie a intensifié la campagne hybride qu'elle mène contre l'UE et ses États membres, qui prend des formes telles que des perturbations d'infrastructures critiques, des activités d'espionnage, des cyberattaques, des activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, le brouillage des signaux satellites, l'instrumentalisation de la migration ainsi que l'ingérence électorale, des actes de sabotage physique et d'autres formes d'ingérence hostile. Son objectif est de mettre à mal l'unité et la démocratie européennes, de semer la peur et la polarisation dans les sociétés et, surtout, de dissuader d'apporter tout soutien supplémentaire à l'Ukraine. La Russie déploie un large arsenal d'outils hybrides dans le voisinage européen élargi, depuis les Balkans occidentaux jusqu'en Asie centrale en passant par la mer Noire et le Caucase du Sud, ce qui affecte directement les intérêts fondamentaux de l'UE dans les domaines politique et de la sécurité. Pour financer sa machine de guerre, la Russie exploite un réseau de navires constituant une flotte fantôme pour exporter du pétrole, contournant ainsi les sanctions tout en générant des risques en matière maritime, environnementale, juridique et répressive.

La **Chine** se positionne pour l'emporter sur le terrain de la concurrence systémique, en alliant envergure industrielle, ambitions technologiques et rayonnement mondial, tout en tirant parti de l'instabilité. Les avantages asymétriques dont bénéficie la Chine par rapport à l'UE, qu'il s'agisse des déséquilibres commerciaux, de la disponibilité de matières premières critiques ou des avancées technologiques dans certains domaines, ainsi que sa volonté d'utiliser ces atouts comme moyens de pression contre l'UE et d'autres pays dans la poursuite de son ambition de devenir la première puissance mondiale, font de la Chine un défi stratégique majeur à long terme. Le soutien de la Chine à l'agression menée par la Russie contre l'Ukraine constitue un atout crucial pour Moscou. La Chine continuera à chercher à accroître son influence en Europe.

Ces tendances, conjuguées à un environnement de menaces profondément modifié et à une coopération accrue entre des rivaux stratégiques – désormais mieux coordonnés, capables de mettre en commun leurs capacités et de tirer des enseignements de conflits toujours plus nombreux – imposent à l'UE et à ses États membres de renforcer de toute urgence leurs propres capacités relatives à la préparation en matière de défense, à la sécurité et à la dissuasion. Une UE plus forte et plus capable dans le domaine de la sécurité et de la défense contribuera positivement à la sécurité globale et transatlantique et est complémentaire à l'OTAN, qui reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective.

Le renforcement de la coopération avec des partenaires partageant les mêmes valeurs ainsi qu'avec d'autres partenaires dans le domaine de la sécurité et de la défense revêt une importance croissante pour permettre à l'UE de composer avec ce nouvel environnement stratégique.

Dans ce contexte, l'évolution des dynamiques géopolitiques fondamentales pose de nouveaux dilemmes stratégiques majeurs à l'UE. L'**essor** des ambitions et de la volonté de s'affirmer de la Chine, conjugué à la **concurrence stratégique** qui caractérise actuellement les relations entre les États-Unis et la Chine, aura une incidence croissante sur la sécurité, la compétitivité ainsi que la sécurité et la résilience économiques de l'UE. L'**approfondissement du partenariat stratégique sino-russe**, notamment en matière de coopération militaire, continuera en outre à renforcer l'interconnexion entre les théâtres stratégiques, de l'Europe à la région indo-pacifique, ainsi qu'à conjuguer et à amplifier les menaces pour la sécurité. Dans le même temps, **le système multilatéral subit une pression sans précédent**, les grandes puissances du monde entier privilégiant de plus en plus la concurrence et la coercition au détriment de la coopération, et réduisant leurs engagements et leurs contributions à l'égard des institutions et des règles multilatérales. Les violations flagrantes du droit international, le non-respect des principes fondamentaux de la charte des Nations unies et les graves remises en cause des normes universelles constituent une menace fondamentale pour l'ordre mondial construit au cours des quatre-vingts dernières années. Il y a notamment lieu de s'attaquer aux défis mondiaux urgents tels que le changement climatique, de réglementer l'utilisation de l'IA et de prévenir les violations à grande échelle du droit international, y compris le droit international relatif aux droits de l'homme et le droit international humanitaire. Les réductions de financement des efforts humanitaires et de coopération à travers le monde mettent en péril des pays entiers et des millions de vies humaines.

Dans ce contexte, l'UE se voit prise dans un contexte de crise multidimensionnelle de longue durée, dans lequel le principal défi ne consiste plus à gérer des menaces individuelles, mais à faire face à des chocs cumulés et en interaction touchant différents domaines et régions. Les relations internationales sont de plus en plus marquées par la concurrence stratégique, politique et économique, la confrontation et, en définitive, le conflit. **Les défis posés à la sécurité de l'UE sont désormais également d'ordre géoéconomique** et comprennent l'instrumentalisation des échanges commerciaux et des chaînes d'approvisionnement ainsi que l'accès à l'énergie et à d'autres ressources. Les dépendances stratégiques, souvent asymétriques, et les goulets d'étranglement en matière d'approvisionnement et de transport maritime, imposent à l'UE de compter la compétitivité économique et technologique parmi les grands facteurs de notre sécurité. De la même manière que les menaces internes et externes se sont conjuguées, les menaces géopolitiques et géoéconomiques se recoupent, ce qui appelle des approches intégrées. Il est donc nécessaire, pour la résilience de nos sociétés, de réduire les vulnérabilités dans tous les secteurs stratégiques critiques, afin de préserver nos valeurs et nos intérêts.

L'**Ukraine** a fait montre d'une résilience exceptionnelle face à l'agression russe, est parvenue à renverser à son avantage la dynamique sur le champ de bataille et s'est imposée comme un garant de la sécurité au-delà de ses frontières, doté d'un potentiel encore inexploité dans le domaine de l'industrie de la défense. L'UE a su faire preuve d'unité et de détermination dans son soutien à l'Ukraine et dans ses efforts pour accentuer la pression exercée sur la Russie.

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et les défis géopolitiques croissants ont renforcé et mis davantage en évidence l'**importance géostratégique que revêt l'élargissement** en tant que contribution majeure à la paix, à la sécurité, à la stabilité et à la prospérité en Europe, les pays candidats à l'adhésion étant en outre de plus en plus considérés comme des acteurs contribuant à la sécurité. Le rapprochement entre les pays candidats et l'UE au moyen d'un processus d'adhésion fondé sur le mérite et sur des réformes crédibles permet de réduire leurs dépendances politiques et économiques et contribue à la réalisation des objectifs communs de l'adhésion.

Les **Balkans occidentaux**, à l'instar de la Moldavie et de l'Ukraine, font partie intégrante de l'avenir de l'Union européenne et ont une perspective d'adhésion à l'UE. Une meilleure harmonisation de la politique étrangère, l'approfondissement de la coopération en matière de sécurité et de défense ainsi que l'accroissement de la résilience face aux défis communs, tels que les menaces hybrides et d'autres types de menaces qui émanent aussi de cette région et affectent l'UE sous l'influence d'acteurs régionaux ou extérieurs, restent des éléments clés du partenariat entre l'UE et les Balkans occidentaux, au même titre que la coopération régionale inclusive, la réconciliation et les relations de bon voisinage.

Dans notre **voisinage oriental**, la Russie mène des activités hybrides contre plusieurs partenaires clés, dont la République de Moldavie et l'Arménie. La Russie présente la dérive autoritaire de la Biélorussie comme un modèle à suivre pour les autres pays qui s'inscrivent dans son orbite. La répression interne perpétrée par la **Biélorussie**, son soutien militaire actif à l'agression de la Russie contre l'Ukraine – notamment en permettant à la Russie et à ses forces armées d'utiliser son territoire, y compris pour le déploiement d'armes nucléaires tactiques –, ainsi que les opérations hybrides qu'elle mène aux frontières extérieures de l'UE, notamment les actions économiques et autres actions de déstabilisation dirigées contre l'UE et ses États membres, demeurent un défi majeur pour la sécurité de l'UE.

La stabilité et la sécurité dans l'ensemble de la **région de la mer Noire** revêtent une importance stratégique pour l'UE. La région subit durement les conséquences de l'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, comme en témoignent les incidents récurrents liés aux drones sur le territoire d'États membres de l'UE, qui ont des répercussions profondes en matière de sécurité, de résilience, de liberté de navigation et de développement économique, d'infrastructures critiques et de connectivité.

La **Méditerranée orientale** reste une région d'importance stratégique pour la sécurité et la stabilité de l'UE, qui offre des perspectives considérables mais présente également des défis de taille. Tout en défendant ses intérêts et ceux de ses États membres, l'UE devrait inciter les partenaires de la région à participer à des cadres de coopération et à des partenariats, en pleine conformité avec le droit international et l'acquis de l'UE. L'instauration de relations mutuellement avantageuses avec la **Turquie**, de manière progressive, proportionnée et réversible, conformément aux conclusions du Conseil européen d'avril 2024, reste également dans l'intérêt stratégique de l'UE. Il sera essentiel que la Turquie elle-même s'investisse de manière constructive dans ce processus pour faire progresser les différents domaines de coopération. À cet égard, l'UE attache une importance particulière à la reprise des pourparlers visant à régler la question chypriote et aux progrès réalisés dans ces pourparlers en vue de renforcer davantage la coopération entre l'UE et la Turquie. L'UE continue d'attendre de la Turquie qu'elle s'engage sans ambiguïté en faveur de relations de bon voisinage, notamment en renonçant à toute menace de recourir à la force.

La stabilité, la sécurité et la croissance économique **du bassin méditerranéen ainsi que, plus largement, des pays voisins du Sud**, sont des enjeux directs et vitaux pour l'UE.

L'approfondissement du partenariat euro-méditerranéen est une priorité stratégique pour l'UE, en vue de renforcer les liens économiques, les relations politiques et la coopération en matière de sécurité avec les partenaires du sud de la Méditerranée, ce qui permettra de créer des possibilités communes et de relever les défis partagés.

Dans notre **voisinage méridional**, la détérioration rapide de la situation au Moyen-Orient vient mettre à l'épreuve directement les intérêts stratégiques de l'UE. Les conséquences humanitaires et civiles massives des conflits, auxquelles s'ajoutent une méfiance et des tensions régionales marquées, posent un risque important et exercent une pression considérable sur les capacités humanitaires, financières et de gestion de la migration de l'UE si elles ne sont pas contrôlées.

Alors que notre voisinage **méridional** est menacé par une importante instabilité, de la Libye au Yémen et à l'Iraq, la situation en Israël et en Palestine, la stabilité **en Syrie et au Liban** et la gestion des répercussions de la guerre avec l'Iran restent les défis les plus urgents auxquels l'UE est actuellement confrontée. La stabilité régionale et le rétablissement complet de la liberté de navigation et du transit en toute sécurité dans le détroit d'Ormuz, ainsi qu'un règlement négocié à long terme de toutes les questions en suspens, conformément au droit international, sont primordiaux. Il reste dans l'intérêt stratégique de l'UE de soutenir la solution fondée sur la coexistence de deux États et un règlement du conflit israélo-palestinien qui apporte des perspectives de sécurité et de paix pour tous. Le **Golfe** reste une région voisine essentielle pour l'UE. Sa stabilité est essentielle pour la sécurité régionale, la diversification économique et la sécurité de l'approvisionnement. L'actualité met en évidence l'importance stratégique du détroit d'Ormuz et du détroit de Bab-el-Mandeb en tant qu'artères maritimes critiques pour l'Europe. Les perturbations de ces voies navigables menacent la sécurité et la stabilité régionales, compromettent la liberté de navigation et le respect du droit international, mettent en péril la sécurité alimentaire et les chaînes d'approvisionnement et entravent le libre cours des échanges, la connectivité, la diversification énergétique et la résilience économique. Dans le même temps, l'**Iran**, avec ses programmes nucléaires et de missiles balistiques, sa coopération militaire avec la Russie, ses activités déstabilisatrices dans la région et en Europe et la répression à l'encontre de son propre peuple, constitue toujours une menace pour l'ordre de sécurité régional et international.

Le paysage sécuritaire de l'UE est de plus en plus influencé par l'évolution de la situation dans la **région arctique** et autour de celle-ci, notamment en lien avec le renforcement de la présence militaire, les menaces hybrides, les défis environnementaux et climatiques et l'impératif de résilience sociétale. Les tensions géopolitiques et la concurrence géoéconomique dans l'Arctique exigent une réponse de l'UE, en coopération avec ses partenaires.

L'**Afrique** est un continent d'importance stratégique pour l'UE, dont la population jeune et croissante, les économies dynamiques et les ressources naturelles diverses recèlent un potentiel considérable. Toutefois, l'exploitation de ce potentiel est freinée par l'instabilité, les vulnérabilités économiques, les conflits, le terrorisme et l'extrémisme violent et la criminalité organisée. Dans le même temps, les luttes d'influence en Afrique entre moyennes et grandes puissances s'intensifient, alimentant des stratégies d'influence agressives, tant dans le domaine militaire que dans les domaines économique, bancaire, médiatique et cyber, et prenant de plus en plus le pas sur les efforts coordonnés et à long terme de stabilisation et de développement. La démographie, les conflits prolongés et le manque de structures étatiques solides et d'infrastructures sociales créent des conditions propices à l'émergence de crises, que ce soit au Soudan, au Sahel ou vers le golfe de Guinée. Ces zones critiques s'étendent au niveau régional, touchant les communautés, offrant refuge aux réseaux terroristes et criminels et créant des brèches pour les influences étrangères hostiles, comme celle de la Russie. Le **Sahel** reste un enjeu déterminant pour la sécurité européenne en raison des menaces imbriquées qui y prospèrent et affectent nos intérêts – le terrorisme et sa propagation dans les pays voisins, les réseaux de criminalité organisée contrôlant les routes utilisées pour le trafic de drogue et la traite des êtres humains vers l'Europe ainsi que le renforcement de la coopération entre la Russie et les autorités des pays du Sahel central –, la fragilité étatique, le vide sécuritaire et la présence accrue de concurrents stratégiques constituant des facteurs aggravants. La situation au **Soudan** constitue toujours la plus grande crise de déplacement interne et de famine au monde, avec des répercussions critiques au niveau régional et au-delà, y compris pour l'UE. L'exploitation des vulnérabilités et de l'instabilité déstabilise encore les États fragiles et leurs économies, tout en compromettant les protections dont bénéficient les civils et les droits de l'homme. La migration irrégulière constitue un défi que l'UE et l'Afrique devront relever ensemble, car elles ont toutes deux intérêt à ce que la migration se déroule de manière sûre, ordonnée et régulière.

La sécurité de la région **indo-pacifique** et celle de l'Europe sont plus étroitement liées que jamais. L'attitude de plus en plus affirmée de la Chine en mer de Chine méridionale et orientale et dans le détroit de Taïwan peut avoir une incidence croissante sur la sécurité, la stabilité et la prospérité de l'Europe et de la région indo-pacifique. Une modification du statu quo concernant le détroit de Taïwan aurait une incidence profonde sur la sécurité mondiale. Ailleurs en **Asie**, l'Afghanistan continue de susciter de graves préoccupations sécuritaires pour la région ainsi que pour l'Union européenne en ce qui concerne le terrorisme et la propagation de l'extrémisme violent, le trafic de drogues et les défis croissants que pose la migration irrégulière. Certains acteurs, comme la République populaire démocratique de Corée (RPDC), continuent de mettre en danger la paix et la sécurité régionales et internationales par leurs armes de destruction massive et leurs programmes nucléaires et de missiles balistiques, mais aussi, de plus en plus, par des opérations de renseignement, des cyberattaques et des campagnes de désinformation. La persistance de conflits plus anciens continue également d'entraver le développement d'arrangements panrégionaux globaux en matière de sécurité.

Enfin, nous partageons des liens historiques et culturels étroits avec **l'Amérique latine et les Caraïbes**, de même qu'un profond attachement au multilatéralisme fondé sur des valeurs et des principes fondamentaux communs. Néanmoins, les déséquilibres socio-économiques dans plusieurs pays d'Amérique latine et, dans certains cas, une stabilité politique menacée pourraient être source de fragilité et de perturbations. En Amérique centrale, il est probable que les divisions régionales et les fortes pressions migratoires se maintiennent, ce qui exacerbera d'autres défis transnationaux liés à la criminalité organisée.

Ces crises montrent comment **les conflits régionaux produisent des effets systémiques mondiaux**. L'environnement est régi par des effets de ricochet. Les conflits perturbent les flux énergétiques; les chocs énergétiques alimentent l'inflation et l'instabilité économique; les tensions économiques nourrissent les tensions sociales et la fragmentation politique. Alors que l'UE, en tant qu'acteur animé par des principes promouvant le multilatéralisme et la diplomatie préventive, répond à ces défis en établissant des partenariats qui contribuent à assurer notre sécurité, les acteurs sans alliance ferme du monde entier adoptent de plus en plus des approches pragmatiques, guidées par des préoccupations en matière d'énergie, de sécurité alimentaire et de souveraineté et moins enclins à s'aligner sur nos perspectives.

Menaces et défis émergents et transnationaux

Dans son environnement géopolitique étendu, l'UE est confrontée à un enchevêtrement dangereux d'agressions armées, d'annexions illégales, d'États fragiles, de puissances révisionnistes et de régimes autoritaires. Ces environnements constituent un terreau fertile pour de **multiples menaces transnationales contre la sécurité européenne**, qu'il s'agisse du terrorisme, de l'extrémisme violent et de la criminalité organisée ou des conflits hybrides et des cyberattaques, de l'instrumentalisation de la migration irrégulière, de la prolifération des armes et de l'affaiblissement progressif de l'architecture en matière de maîtrise des armements. L'instabilité financière et les disparités sociales et économiques extrêmes exacerbent ces dynamiques et ont un impact croissant sur notre sécurité. Les luttes d'influence sont devenues un facteur majeur d'insécurité, d'instabilité et de volatilité économique dans notre voisinage.

L'enjeu de la **migration irrégulière**, y compris le traitement de ses causes profondes, doit être abordé sous l'angle de la lutte contre les réseaux criminels de passeurs et contre son instrumentalisation par des acteurs de la menace. Cela doit aussi passer par des partenariats solides avec les pays tiers en ce qui concerne la prévention des départs irréguliers, mais aussi par l'exploitation des possibilités qu'offre la migration légale, sûre et ordonnée, dans le respect des compétences nationales des États membres.

Les réseaux de **criminalité organisée** opérant au niveau transnational restent une menace de premier ordre pour les citoyens, les entreprises et les institutions européens, ainsi que pour l'économie européenne. En outre, cette criminalité est en train d'acquérir progressivement un caractère déstabilisateur, ce mouvement étant accéléré par l'intelligence artificielle (IA) et d'autres nouvelles technologies, et ses réseaux sont de plus en plus interconnectés, certains groupes criminels étendant leurs activités sur plusieurs régions et continents. Le trafic de drogue, d'armes à feu et de migrants, le blanchiment de capitaux et la cybercriminalité constituent une menace commune pour l'UE, les Balkans occidentaux, l'Amérique latine et les Caraïbes et, de plus en plus, l'Afrique de l'Ouest. La **course à la domination technologique**, en particulier dans le domaine de l'intelligence artificielle, continuera de façonner l'environnement stratégique en tant que domaine de concurrence prépondérant et moyen stratégique critique. Les acteurs qui réussiront à s'imposer dans le champ de l'IA seront en mesure d'intégrer la prise de décision, les systèmes militaires, la manipulation de l'information et le pouvoir économique d'une manière qui produira des avantages structurels. Cette dynamique accroît la probabilité d'une concentration accrue de la puissance dans le monde.

Les acteurs étatiques et non étatiques qui recourent à des tactiques **hybrides**, à des cyberattaques, à des incursions aériennes notamment par drones, à des campagnes de désinformation, à des ingérences dans nos élections et dans nos processus politiques, à la coercition économique et à l'instrumentalisation des flux migratoires irréguliers ainsi qu'à l'espionnage, y compris entre partenaires, ont contribué à abaisser le seuil de conflit, faisant ainsi peser des menaces directes et sensibles sur notre sécurité et notre intégrité démocratique tout en rendant possibles les dénégations et les dilemmes d'attribution.

Les attaques sous forme d'activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger sont de plus en plus fréquentes et sophistiquées. Pour des acteurs tels que la Russie, entre autres, ces activités font partie d'une panoplie plus étendue d'outils de guerre politique. Ces pays décèlent les lacunes et vulnérabilités de nos sociétés ouvertes et attisent les divisions pour générer de l'instabilité, afin de paralyser les processus décisionnels. Les acteurs de la menace combinent souvent les manipulations de l'information et les ingérences avec d'autres actions hybrides, et mènent des campagnes coordonnées de longue haleine pour arriver à leurs fins. En plus de nuire aux processus démocratiques et d'éroder la confiance du public, ces menaces mettent durement à l'épreuve notre sécurité et l'intégrité de l'information.

Tandis que les champs de bataille et les zones de guerre se sont multipliés dans notre voisinage, de l'Ukraine à l'Iran, les technologies et le secteur industriel de la guerre ont considérablement évolué, et de nouvelles **lacunes en matière de capacités critiques** et vulnérabilités ont été mises au jour pour les Européens, notamment en ce qui concerne les munitions, la défense aérienne et les drones.

Une intensification de la **prolifération des armes de destruction massive** et de leurs vecteurs est probable à mesure que les grandes puissances nucléaires étendent leur arsenal, continuent de développer et de tester de nouveaux systèmes d'armes et prennent leurs distances avec les mécanismes de contrôle des armements en vigueur. Le programme nucléaire et balistique de la RPDC demeure une préoccupation croissante. Le programme nucléaire iranien échappe toujours à tout contrôle international et constitue une source persistante d'instabilité et de conflit dans la région. Tant la Russie que la Chine étendent leur arsenal nucléaire et développent de nouveaux systèmes d'armes. Les dirigeants russes ont brandi des menaces nucléaires dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par leur pays. Les puissances régionales ont également accès à des armes conventionnelles sophistiquées, allant des systèmes de déni d'accès et d'interdiction de zone aux missiles balistiques et de croisière. Ces tendances sont exacerbées par l'affaiblissement de l'architecture en matière de maîtrise des armements en Europe, qu'il s'agisse du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire ou du traité "Ciel ouvert". Ce vide normatif a une incidence directe sur la sécurité de l'UE. La préservation de l'interdiction mondiale des armes chimiques relève d'une responsabilité mondiale partagée.

Dans le même temps, l'accès libre et sûr aux **domaines stratégiques mondiaux** est de plus en plus contesté. Le cyberspace est devenu un domaine de concurrence stratégique, dans une période de dépendance croissante à l'égard des technologies numériques. Nous sommes de plus en plus confrontés à des cyberattaques plus sophistiquées. Il est essentiel de maintenir un cyberspace ouvert, libre, stable et sécurisé.

Le **domaine spatial** est étroitement lié à la sécurité et à la défense. Il joue un rôle essentiel pour les capacités d'observation, de surveillance, de navigation et de communication, mais est aussi un champ saturé et disputé, dans lequel des concurrents stratégiques multiplient les conduites irresponsables et où les menaces sur les infrastructures spatiales orbitales et terrestres sont fréquentes, alors que des acteurs aussi bien majeurs qu'émergents renforcent considérablement leur présence et se préparent à faire la guerre dans l'espace.

La **sûreté maritime** mondiale est déterminante pour la sécurité de l'UE et pour son développement économique, comme pour le libre-échange, les transports et la sécurité énergétique. L'UE s'est engagée à respecter l'ordre juridique établi par la CNUDM, dont elle reconnaît le rôle central, et attend de tous les États qu'ils respectent les principes et les règles fondamentaux du droit de la mer. L'UE est confrontée à un panorama des menaces qui gagne rapidement en intensité, allant des menaces classiques telles que la piraterie, le trafic et les vols à main armée en mer jusqu'à la coercition et aux attaques hybrides contre des infrastructures critiques menées par les États, y compris dans les eaux européennes. L'application de technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle à des navires sous-marins sans équipage, bien qu'elle ouvre de nombreuses possibilités, introduit également des vulnérabilités spécifiques dans le domaine maritime, qui doivent être prises en compte. Les zones maritimes, les voies maritimes de communication critiques et plusieurs goulets d'étranglement maritimes ainsi que les fonds marins, sont de plus en plus disputés à l'échelle mondiale. La sécurité **aérienne** de l'UE est également mise à l'épreuve par des positionnements aériens de plus en plus agressifs, avec un recours croissant à des tactiques de déni d'accès et d'interdiction de zone.

Le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les catastrophes naturelles auront également une incidence grave sur notre paysage sécuritaire au cours des prochaines décennies et sont des facteurs avérés d'instabilité et de conflit dans le monde, qui constituent ainsi des menaces à la paix et à la sécurité internationales. La concurrence pour les ressources naturelles, telles que les terres agricoles et l'eau, et l'exploitation des ressources énergétiques à des fins politiques sont des exemples concrets à cet égard. La décarbonation et le renforcement de l'efficacité dans l'utilisation des ressources et de la circularité de nos économies se heurtent à des défis spécifiques en matière de sécurité, notamment en ce qui concerne l'accès aux matières premières critiques, la gestion de la chaîne de valeur et la durabilité, ainsi qu'à des évolutions économiques et politiques causées par la transition vers l'abandon des combustibles fossiles. Les **crises sanitaires mondiales** peuvent également soumettre les sociétés et les économies à des tensions considérables, avec des implications géopolitiques profondes.

L'érosion toujours plus rapide du respect du droit international et les menaces croissantes contre les institutions mondiales et multilatérales de coopération internationale – institutions que nous avons contribué à façonner et à développer au cours des dernières décennies – s'imposent dans l'ensemble de ces défis transnationaux comme un problème systémique et transversal chaque jour plus pressant, pour nous-mêmes et pour nos partenaires, en ce qu'elles sapent la capacité collective mondiale de relever ces défis (et de tirer parti de ces opportunités) qui ne peuvent être abordés, ou ne peuvent l'être de manière optimale, qu'ensemble.
